

## Comment interpréter les attentats en Irak ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le professeur Shlomo Avineri considère que les attentats en Irak manifestent tragiquement la prise de conscience des sunnites qu'ils ont perdu le pouvoir au profit des chiïtes. Pour lui, la défaite du sunnisme marque la fin du nationalisme arabe. Au contraire, pour Graham E. Fuller, ancien dirigeant de la CIA, les attentats illustrent une stratégie de résistance non plus dirigée contre les forces d'occupation, mais contre les collaborateurs.

page 9

## ÉPIDÉMIE OU PROPAGANDE ?

# Intoxication à l'anthrax



Peu après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis sombrèrent dans le terreur d'une attaque biologique. De mystérieuses lettres à l'anthrax furent adressées à de célèbres journalistes puis au Congrès. Pour rassurer sa population, ou pour mieux l'affoler, le président Bush déclara ne pas avoir été contaminé. Cédant à la psychose, le pays suspendit une partie de ses activités. Mais ce désastre économique fut une aubaine pour quelques groupes pharmaceutiques liés au régime, qui détenaient le monopole des vaccins et des médicaments.

page 2

## REPÈRE : 11 MARS 1990

### Des bidouilleurs astronomes trop curieux...

À la fin des années 1970, la CIA avait lancé le programme KH-11 de satellites espion clandestins en basse orbite afin de surveiller discrètement les sites nucléaires de l'URSS. Or, en 1978, William Kampiles, espion à la CIA, vend le manuel de KH-11 à la Russie qui masque désormais ses activités militaires quand le satellite survole son territoire. L'agence de renseignement décide donc de faire croire à sa disparition et de le remonter vers une orbite moins facilement détectable. Le 11 mars 1990 elle annonce que le satellite « Misty » a explosé mystérieusement trois jours plus tôt. Les autorités russes confirmeront avoir enregistré l'explosion. Mais très vite les réseaux informels d'astronomes amateurs (notamment le forum électronique Skywatcher BBS) apportent la preuve que l'explosion est un leurre destiné à masquer le déplacement du satellite. Après des semaines de controverse et de menaces contre les « bidouilleurs trop curieux », la CIA avouera discrètement que KH-11 Misty est toujours en service. ■



## DÉLATION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Chaque citoyen états-unien peut désormais fournir aux forces armées, depuis son ordinateur personnel avec une simple connexion Internet, des renseignements vitaux pour la sécurité nationale et « signaler » tout individu lui paraissant suspect. Il lui suffit de se faire préalablement connaître de l'autorité compétente qui lui délivrera immédiatement un code d'accès au serveur.

Le Northern Command du général Ralph Eberhart, dans son optique de « dissuasion, prévention et éradication du terrorisme », vient en effet de se doter d'un nouveau système de transmission dont la principale particularité est l'accessibilité sans précédent. Ce programme, baptisé JPEN pour « Joint Protection Enterprise Network », connu également sous le nom de « Protect America » dans sa version civile, a été testé fin 2003 par du personnel de la ville de Jacksonville en Floride. ■

Épidémie ou propagande ?

# Intoxication à l'anthrax

**Peu après les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis sombrèrent dans le terreur d'une attaque biologique. De mystérieuses lettres à l'anthrax furent adressées à de célèbres journalistes puis au Congrès. Pour rassurer sa population, ou pour mieux l'affoler, le président Bush déclara ne pas avoir été contaminé. Cédant à la psychose, le pays suspendit une partie de ses activités. Mais ce désastre économique fut une aubaine pour quelques groupes pharmaceutiques liés au régime, qui détenaient le monopole des vaccins et des médicaments.**



Depuis le 11 septembre, les États-Unis ont sombré dans la terreur d'une attaque biologique. Loin d'être irrationnelle pour tout le monde, cette psychose nourrit les bonnes affaires de grands groupes pharmaceutiques connectés à l'administration Bush.

L'anthrax est une maladie infectieuse causée par une bactérie appelée le bacille du charbon. Les contaminations humaines concernent essentiellement la peau (anthrax cutané) ou les poumons (anthrax respiratoire). Dans la nature, ce sont souvent des animaux tels que les moutons et les chèvres qui sont touchés par cette maladie. Les populations humaines concernées sont donc les agriculteurs, les vétérinaires, les tanneurs et les travailleurs de la laine. Pour l'anthrax cutané, il faut que la bactérie ait été en contact avec une coupure ou irritation de la peau, lui permettant de se développer. Lorsque les individus contaminés reçoivent le traitement approprié, les décès sont extrêmement rares. De la même manière, si

l'anthrax inhalé est détecté assez rapidement, un traitement antibiotique peut empêcher son développement, qui peut prendre quelques jours, voire 60. L'apparition de la maladie, en octobre 2001, au sein de la rédaction d'un journal de Floride a donc immédiatement orienté les recherches sur la piste d'une contamination délibérée, et non accidentelle. Il est vrai que le terrain était déjà préparé : depuis plusieurs mois, l'hypothèse de l'utilisation du bacille de charbon par des organisations terroristes était avancée par plusieurs responsables états-uniens.

Donald Rumsfeld est l'un d'entre eux. On avait déjà pu réaliser, le 11 septembre 2001, que le secrétaire à la Défense de l'administration Bush était doté du don de prescience. Les attentats qui frappèrent le World Trade Center ce jour-là étaient en effet en tout point similaires au « *Pearl Harbor spatiale* » qu'il appelait de ses vœux, huit mois plus tôt, au sein d'une commission officielle sur « *L'évaluation de l'organisation et de la planification de la sécurité des États-Unis en matière spatiale* ». Le matin même de ce mardi de sinistre mémoire, il recevait dans son bureau des responsables du programme antimissiles auxquels il confiait sa certitude qu'un attentat allait prochainement avoir lieu [1]. A partir de cette date, les prédictions du « devin » Rumsfeld vont avoir tendance à se réaliser.

C'est ainsi que, le 16 septembre, cinq jours seulement après les attentats, le secrétaire à la Défense annonce qu'« *une [nouvelle] attaque de terroristes peut arriver à tout moment. (...) Ils peuvent nous menacer de guerre chimique, biologique, de missiles* ». Une telle hypothèse n'est pas nouvelle. Déjà, sous Bill Clinton, William Cohen, qui a précédé Rumsfeld à la Défense, évoquait « *une hypothétique dispersion de germes d'anthrax dans le métro de la capitale Washington, qui ferait des dizaines de milliers de morts* » [2].

## Garantir l'offre

D'après la version officielle, les responsables états-uniens seraient particulièrement attentifs au problème de l'anthrax depuis la découverte de stocks de cette arme pendant la guerre du Golfe, en 1991. C'est pourquoi, en 1998, le Pentagone a décidé de vacciner l'ensemble de ses personnels, et en premier lieu les soldats envoyés dans la région du Golfe. Mais s'agit-il d'une politique de prévention ou bien de la création artificielle d'un nouveau marché pour l'industrie pharmaceutique ?

La question, délibérément provocatrice, n'est pas dénuée d'intérêt quand on connaît les enjeux économiques de la préparation à une guerre biologique. Compte tenu de la multiplicité des germes utilisables à des fins militaires et de l'ampleur des moyens nécessaires pour prévenir leur dangerosité, il est en fait impossible de se prémunir contre l'usage de telles armes. Il n'en est pas de même si l'on se focalise, de manière illusoire, sur une menace précise. Il est par exemple envisageable de lutter contre une maladie comme l'anthrax. Ce marché est aujourd'hui dominé par un double monopole. Il n'existe qu'une seule société capable de fabriquer des vaccins, qui prémunissent l'organisme contre le bacille du charbon : BioPort, basée, dans le Michigan. Quant aux antibiotiques, qui permettent un traitement en cas de contamination, c'est le groupe pharmaceutique allemand Bayer qui en détient l'exclusivité. Ces deux firmes se trouvaient justement dans une situation particulièrement délicate avant les

attentats du 11 septembre.

Depuis les années 1970, le laboratoire du MBPI de Lansing, anciennement propriété de l'État du Michigan, est le seul fournisseur de vaccins contre l'anthrax à l'armée états-unienne. En décembre 1996, il fait l'objet d'une enquête approfondie de la Food and Drug Administration, qui débouche sur la menace d'une révocation de la licence du laboratoire, le 3 novembre 1997 [3]. À l'époque, cette société a pour seul client l'armée états-unienne, à laquelle elle fournit les vaccins. Le Pentagone a même annoncé, en mars 1997, qu'il allait lancer une campagne de vaccination de l'ensemble de ses troupes. Un projet mort-né : l'avertissement de la FDA contraint la société à cesser son activité pour rénover ses installations, en février 1998. Devenue un poids mort, elle est vendue par l'État du Michigan à une firme inconnue, BioPort Corporation, qui l'achète 25 millions de dollars, en septembre 1998, non sans s'être préalablement assuré d'une subvention du Pentagone d'un montant de 15 millions de dollars pour la rénovation des installations.



L'amiral William J. Crowe Jr

Cette décision suppose que BioPort bénéficie de contacts privilégiés avec l'administration militaire. Une supposition confirmée par la signature, un mois après le rachat de MBPI, d'un contrat de 29 millions de dollars avec le département de la Défense pour « *produire, tester, embouteiller et stocker le vaccin contre l'anthrax* ». Le Pentagone ne désespère pas de faire vacciner les 2,4 millions de soldats, marines et pilotes de chasse qui servent sous les drapeaux et relance officiellement son projet en mai [4]. Ce qui amène à s'interroger sur l'identité des

propriétaires de BioPort.

Il s'avère que la société a été créée sur la base d'un consortium, justement à l'occasion de la reprise de MBPI. Dans le cas d'une industrie aussi sensible que la production de vaccins pour l'anthrax, dépendante exclusivement de contrats militaires, il est difficile d'envisager que le Pentagone n'ait pas au moins étudié la nature de cette société. Il est même probable qu'il ait influé sur la composition de son capital et de son organigramme. On retrouve en effet, au poste de président, l'amiral William J. Crowe Jr. Celui-ci a servi au Vietnam, dans le Golfe, a dirigé les forces alliées dans le sud de l'Europe de 1980 à 1983, est devenu chef d'état-major interarmes sous Ronald Reagan et George H.W. Bush, puis ambassadeur à la Cour St James, en Grande-Bretagne, de 1994 à 1997. Il est membre du Council on Foreign Relations dont il a présidé un groupe de travail, en février 2001, sur les moyens de prémunir les États-Unis contre la menace terroriste. Un homme de réseaux à la tête d'un consortium sensible, qui révélait, en novembre 2001, que l'Irak figurerait naturellement dans la liste des prochaines cibles de la guerre au terrorisme [5].

A ses côtés, on trouve la société Intervac L.L.C, dont Crowe détient 22,5 %, le reste étant concentré entre les mains de la famille El-Hibri, par le biais de Nancy El-Hibri et I&F Holdings, une entreprise dirigée par le beau-père de Nancy, Ibrahim El-Hibri, citoyen vénézuélien, et par son mari, Fuad El-Hibri, ressortissant

allemand d'origine libanaise. Ce-dernier apparaît comme le véritable patron d'Intervac. Comme les Bush, il a fait ses études à Yale et a récemment demandé la nationalité états-unienne. Il est aujourd'hui directeur et président-directeur général de BioPort. Le Pentagone peut dormir tranquille : le business de l'anthrax n'est pas tombé aux mains d'une puissance étrangère [6].

Plusieurs articles circulent sur le Net liant BioPort au groupe Carlyle [7]. Il est vrai que les méthodes et le secteur de la société pharmaceutique sont proches de ceux du groupe de Washington [8]. Comme la firme de Franck Carlucci, BioPort a besoin des faveurs du département de la Défense pour passer ses contrats et recrute donc des responsables militaires en son sein. Comme elle, elle porte sur un secteur sensible et stratégique.



Fuad El-Hibri

L'appartenance de l'amiral Crowe au Council on Foreign Relations, où figurent également de nombreux membres du Carlyle Group, dénote au minimum une proximité idéologique entre les deux groupes. Mais aucun élément concret dans l'écheveau des succursales et des prises de participation ne permet d'étayer cette hypothèse. Elle est d'ailleurs catégoriquement rejetée par le Carlyle Group [9]. En septembre 2001, à la veille des attentats, la situation de BioPort est critique : accusée de malversation et de fraude par la FDA depuis 1997, elle a absolument besoin d'un agrément pour reprendre sa production. Le dossier doit être discuté devant l'Agence fédérale au début du mois d'octobre. Les allégations des vétérans de la guerre du Golfe liant les vaccinations à l'anthrax qu'ils ont subi au fameux « *syndrome de la guerre du Golfe* » dont ils souffrent ne plaident pas en faveur de la société [10].

D'un autre côté, le détenteur unique du brevet des antibiotiques permettant de traiter l'Anthrax, le CIPRO, est le groupe pharmaceutique allemand Bayer, qui en détient l'exclusivité jusqu'en janvier 2003. Le groupe se trouve également en grande difficulté financière à l'automne 2001. Il doit en effet faire face à une série de fusions coûteuses et à un grand nombre de procès pour la commercialisation d'un médicament anticholestérol dont les effets secondaires provoquent plusieurs décès. L'abandon de son secteur pharmaceutique, et le licenciement de plus de mille employés, est même publiquement évoqué. Pour le groupe, comme pour BioPort, la dernière chance réside dans un « *Pearl Harbor biologique* » qui convaincrerait les pouvoirs publics de la nécessité de se prémunir contre le bioterrorisme. Ce « *Pearl Harbor* », ce sera la psychose de l'anthrax.

## Créer la demande

Le 11 septembre 2001, alors que toutes les forces armées sont prêtes au combat, le laboratoire de guerre biologique de Fort Detrick est évacué. Vers 15 heures, CNN annonce que les équipes du CDC, le centre épidémiologique fédéral basé à Atlanta comme la chaîne d'information continue, sont mobilisées : une attaque du pays à l'anthrax par Oussama Ben Laden est imminente. Certes, cette alerte est à la réflexion grotesque et ne se concrétisera heureusement pas, mais le conditionnement des esprits à commencé.



L'affaire éclate finalement le 8 octobre 2001 : le FBI ouvre une enquête après deux cas consécutifs d'anthrax respiratoire en Floride, au sein de la rédaction du *Sun*. La première victime est le photographe Robert Stevens. La seconde, Ernesto Blanco, employé au service courrier, ne présentait pas les symptômes de la maladie, bien que la bactérie ait été trouvée sur lui. Son hospitalisation permet d'empêcher le développement de la maladie. La piste privilégiée par les inspecteurs à ce moment est celle de l'épandage d'anthrax dans l'air par des fondamentalistes musulmans [11]. La panique s'empare de la population, qui se rue sur les antibiotiques de Bayer. Curieusement, le groupe constate une hausse des achats de Cipro avant les premiers décès, sous l'effet du discours alarmiste propagé par les autorités états-uniennes. Comble de l'ironie, l'achat de ces antibiotiques est unanimement déconseillé par les spécialistes en bioterrorisme : selon eux, l'anthrax utilisé est certainement militaire, et il a donc été conçu pour résister aux traitements disponibles dans le commerce. Le 12 octobre, c'est un cas d'anthrax cutané qui est recensé à New York : il s'agit d'une employée de la chaîne NBC travaillant pour l'émission *Nightline*. Un troisième cas d'anthrax respiratoire est également recensé au sein de l'American Media Inc., société qui publie *The National Enquire*, le *Globe*, le *Sun* et des tabloïds de supermarché.

La menace se répand. Elle infecte prioritairement les journalistes spécialisés ou les stars de la télé dont la panique est transmissible par simple voie orale. À CBS, l'assistant de Dan Rather développe la maladie. Bientôt le bacille se propage dans le monde politique. Une lettre piégée est envoyée au sénateur Tom Daschle. La salle du courrier du Congrès et les machines de tri et trente et un fonctionnaires ont été exposés à l'anthrax. Les travaux parlementaires sont suspendus et les bâtiments sont évacués pour décontamination. La psychose se nourrit elle-même. On trouve des traces du bacille au département d'État et jusqu'au siège de la CIA. Le 23 octobre, le président Bush déclare nerveusement « *Je n'ai pas l'anthrax !* », ce qui laisse supposer que la Maison-Blanche a peut-être, elle aussi, été attaquée. Nul n'est donc à l'abri. L'hystérie est à son comble.

## Répondre à la clientèle

Bayer signe un accord avec le gouvernement pour la fourniture de 100 millions de tablettes Cipro au prix réduit de 95 cents l'unité. Trois grandes sociétés pharmaceutiques proposent immédiatement de fournir gratuitement un générique du CIPRO, en échange de l'agrément de la FDA. L'offre sera rejetée, le secrétaire à la Santé, Tommy G. Thompson se révélant un ardent défenseur de Bayer [12]. L'administration Bush, par ailleurs opposée à la politique de médicaments génériques pour lutter contre le sida, a contradictoirement menacé d'exproprier Bayer de son brevet si la société ne réduisait pas ses prix [13]. D'après des spécialistes du marché des médicaments, les prix fixés par la compagnie allemande lui garantissent tout de même une confortable marge en ces temps de psychose bactériologique. Dans la foulée, la FDA accorde l'autorisation à BioPort afin que la société reprenne la production - en masse - de vaccins contre l'anthrax, tandis que le gouvernement ressort son projet de vaccination de l'ensemble des troupes. De quoi garantir de beaux jours à ces deux firmes pharmaceutiques.

Si l'administration Bush choie autant ce secteur de l'industrie états-unienne, au mépris de tous les spécialistes de santé publique, c'est parce qu'il s'agit là des

principaux financiers de la campagne présidentielle du candidat républicain en 2000. Le secteur est d'ailleurs représenté au sein même de l'administration en la personne de Donald Rumsfeld, qui a dirigé Searle (devenu Pharmacia), de 1977 à 1985, puis Amylin Pharmaceuticals et Gilead Science, jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire à la Défense. De son côté, Mitch Daniels, directeur de l'Office of Management and Budget (équivalent états-unien du ministre du Budget), a siégé au comité directeur de la société Eli Lilly [14].

Judith Miller, journaliste au *New York Times* se trouve « victime » à son tour de l'anthrax à la mi-octobre, lorsqu'une poudre blanche s'échappe d'un courrier anonyme arrivé à son bureau. L'ensemble des ses confrères présente immédiatement l'affaire comme la conséquence de la publication d'un livre, à la rentrée 2001, par la journaliste spécialiste en bioterrorisme. L'analyse de la poudre révélera finalement qu'il ne s'agissait pas d'anthrax. Entre temps, son ouvrage, *Germes* aura tout de même fait un bond spectaculaire dans la liste des meilleures ventes. Comme quoi les effets secondaires du bacille du charbon ne font pas que des victimes [15]...

Le vecteur choisi - des enveloppes timbrées - a l'avantage pour les « terroristes » de les rendre difficilement repérables. Ce qui laisse toute latitude également à l'administration Bush, et notamment à Dick Cheney et John Ashcroft, pour en imputer la responsabilité à qui bon leur semble. Les noms de Saddam Hussein et de Ben Laden sont naturellement les premiers évoqués. À la même époque commencent à circuler les rumeurs relatives à une hypothétique rencontre entre Mohammed Atta, présenté comme « le chef des pirates de l'air » du 11 septembre, et un responsable des services de renseignement irakien, à Prague. Un pharmacien de Delray Beach témoigne avoir vendu un produit spécialisé à Mohammed Atta qui souffrait d'irritation cutanée des mains probablement après avoir manié le terrible bacille. Un responsable d'aéroclub atteste qu'Atta s'est renseigné sur les avions d'épandage. Plusieurs des personnes accusées d'être « les pirates de l'air du 11 septembre » vivaient à proximité des locaux des premiers journaux contaminés. Et l'on retrouve chez Ahmed Al-Hazbawi une ordonnance qui prouve qu'il souffrait, lui aussi, de lésions de la peau probablement imputables au maniement de l'anthrax.

## Éviter le service après-vente

Il existe pourtant bien d'autres pistes que celle du « péril islamique ». En 1999, un groupe de fondamentalistes chrétiens, l'Armée de Dieu, avait envoyé quatre-vingt fausses lettres à l'anthrax à des médecins pratiquant des avortements. L'on pouvait craindre que les extrémistes chrétiens aient fini par trouver l'arme qu'ils souhaitaient utiliser. De son côté la Fédération des scientifiques américains croit pouvoir identifier le chercheur qui aurait volé les souches du bacille dans un laboratoire officiel. Mais tout cela n'a plus aucune importance : l'opinion publique est absorbée par la guerre en Afghanistan. Une actualité en chassant une autre, la psychose se dilue dans la chasse aux Talibans.

Deux ans et demi plus tard, force est de constater qu'en définitive seules cinq lettres étaient réellement piégées à l'anthrax et que cinq personnes en sont décédées ce qui, au regard de la criminalité aux États-Unis, est un fait divers insignifiant. On ignore toujours l'origine de ces envois et plus personne n'ose les

présenter comme des actes de djihad biologique. On sait seulement que cette hystérie collective aura permis à des industriels liés au régime Bush d'éviter la faillite et de réaliser de juteuses affaires.

---

[1] Voir « [Rumsfeld connaissait à l'avance les plans du 11 septembre](#) », *Voltaire*, 16 avril 2003.

[2] *Bioterrorisme : l'Amérique craint le pire, une attaque à l'anthrax*, AFP, 16 septembre 2001.

[3] Voir le texte de la mise en demeure sur le site de la [FDA](#).

[4] « [Implementation of the Anthrax Vaccination Program for the Total Force](#) », Mémoire du Secrétaire à la Défense, William Cohen, 18 mai 1998.

[5] « [Admiral says Iraq could be next in terrorism war](#) », AP, 10 novembre 2001.

[6] « [Anthrax Cloud's Silver Lining Bioport Corp. Lands Exclusive License to Produce Vaccine](#) », par Howard L. Rosenberg, ABC News, 12 mars 1999.

[7] « ["The overthrow of the American Republic, Part Three"](#) », par Sherman H. Skolnick, *Skolnick's Report*, 10 décembre 2001.

[8] Pour le détail du fonctionnement du Carlyle Group, voir « [Le Carlyle Group, une affaire d'initiés](#) », *Voltaire*, 9 février 2004.

[9] Voir la Foire Aux Questions du Carlyle Group qui évoque Bioport (<http://www.thecarlylegroup.com/eng/company/I3-company737.html>).

[10] « Un syndrome multiforme et controversé », par Catherine Petitnicolas, *Le Figaro*, 29 mai 2000.

[11] « Les Américains inquiets dans leur forteresse », par Fabrice Rousselot, *Libération*, 9 octobre 2001.

[12] « [Bayer Halves Price for Cipro, but Rivals Offer Drugs Free](#) », par Keith Bradsher, *New York Times*, 26 octobre 2001. Les sociétés offrant une contre-proposition à celle de Bayer sont Barr Laboratories, GlaxoSmithKline, Eli Lilly et Pfizer.

[13] « Un risque tout générique », *La Tribune Desfossés*, 28 novembre 2001.

[14] Mictch Daniels était auparavant membre du National Security Council et de l'Homeland Security Council. Il a démissionné de son poste au sein de l'administration Bush en 2003 pour « *se consacrer à sa campagne pour le poste de gouverneur de l'Indiana.* »

[15] Judith Miller couvrait la Libye au moment où l'amiral J. Crowe Jr y supervisait l'attaque par l'aviation états-unienne. Selon *Covert Action Quarterly*, les articles de Judith Miller étaient purement et simplement de la propagande Reaganienne.



# Comment interpréter les attentats en Irak ?

## Analyse

Les derniers attentats en Irak donnent lieu à des interprétations très divergentes. Le professeur Shlomo Avineri considère qu'ils manifestent tragiquement la prise de conscience des sunnites qu'ils ont perdu le pouvoir au profit des chiïtes. Or les sunnites sont arabes, tandis que les chiïtes sont aussi persans donc, extrapole-t-il dans le *Jerusalem Post*, la défaite du sunnisme marque la fin du nationalisme arabe

Au contraire, pour Graham E. Fuller, ancien dirigeant de la CIA, ils illustrent une stratégie de résistance non plus dirigée contre les forces d'occupation, mais contre les collaborateurs, quel qu'en soit le prix pour la population civile. Il sera donc encore plus difficile désormais aux États-Unis de se maintenir dans la région, conclut-il dans le *Los Angeles Times*.

Daniel Pipes relève dans le *Jerusalem Post* que la capture de Saddam Hussein a permis d'évacuer Howard Dean de la course à la Maison-Blanche. Il note que celle d'Oussama Ben Laden est d'autant plus nécessaire qu'elle permettrait de se débarrasser de la candidature de John Kerry.

Deux chercheurs, spécialisés dans l'étude de la sécurité transatlantique, Steven Everts et Antonio Missiroli, plaident dans l'*International Herald Tribune* pour un directoire de grandes puissances en Europe. Revenant aux principes du Congrès de Vienne de 1815, ils souhaitent que la politique étrangère commune de l'Union soit *de facto* fixée par l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Leur autorité serait institutionnalisée au sein d'une sorte de Conseil de sécurité européen sur le modèle du directoire exercé par les cinq grands sur le monde. Notons que pour ces auteurs, ce système viserait à l'efficacité politique, non à l'indépendance de l'Europe, dont le directoire pourrait être un relais régional de

l'Empire états-unien.

En termes de satellisation, c'est le Royaume-Uni qui joue aujourd'hui le bon élève. À ce propos, le ministre britannique de l'Intérieur, David Blunkett, franchit un pas de plus dans le sophisme travailliste : dans un discours prononcé aux États-Unis, à Harvard, et reproduit par *The Independent*, il préconise de repenser les termes classiques de l'équilibre entre sécurité et liberté. Désormais, il faudra peser la défense de la démocratie et celle des valeurs démocratiques. Il est vrai que sous son autorité, le gouvernement Blair aura incarné une étonnante régression des libertés. Il aura été le premier en Europe à assimiler les comportements répressifs états-uniens alors qu'historiquement le Royaume-Uni avait été le premier à adopter l'*habeas corpus*.

Le président Hugo Chavez a donné un long entretien au *Figaro*. Il y raconte les manœuvres de son opposition qui a tenté vainement de le renverser par la force et s'emploie aujourd'hui à y parvenir frauduleusement en truquant le processus électoral. Il rappelle son attachement aux exigences formelles de la démocratie et souligne que sa vraie opposition est en fait à Washington. Les États-Unis ne lui pardonnent pas d'avoir ressuscité l'OPEP d'autant qu'il se réserve la possibilité de limiter leur approvisionnement. Enfin, il décrit le rêve bolivarien d'unification démocratique de l'Amérique latine autour d'institutions authentiquement populaires.

C'est un discours beaucoup moins fier que le Premier ministre palestinien, Ahmed Qorei, a prononcé devant le Royal Institute of International Affairs de Londres. L'extrait qu'en reproduit *The Independent* souligne que pour préserver la solution à deux États, il est urgent d'agir, notamment pour garantir une vie décente aux Palestiniens. Qorei sollicite donc les donateurs potentiels et leur assure que les réformes entreprises par son gouvernement permettront une utilisation efficace des fonds récoltés. Surtout, il s'en remet explicitement aux États-Unis pour décider de l'avenir de son peuple.

Toutes les questions proche-orientales sont désormais analysées à l'aune du religieux. Ainsi, Nawaf Obaid résume la politique intérieure saoudienne à un conflit entre le pouvoir modernisateur du prince régent Abdallah et le pouvoir réactionnaire du clergé wahhabite. Dans le *Washington Post*, il exprime son souhait de voir les politiques s'affranchir des religieux.

De leur côté, les sénateurs Dianne Feinstein et Jon Kyl, qui ont présenté ensemble diverses propositions pour lutter contre le terrorisme de destruction massive bien qu'ils soient de partis opposés, exigent des sanctions contre l'Iran pour violation du Traité de non-prolifération nucléaire. Outre que les accusations portées contre Téhéran sont loin d'être prouvées, la position des deux parlementaires ne manque pas d'aplomb quant on se souvient de l'activisme de Jon Kyl pour que les États-Unis ne signent pas le Traité de non-prolifération et qu'ils dénoncent les traités de limitation de la course aux armements. De même, il est piquant de les entendre stigmatiser l'obscurantisme religieux des mollahs iraniens dans le *Washington Times*, propriété du révérend Moon.

**Réseau Voltaire**

## Shlomo Avineri



Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

### « L'hégémonie des sunnites se brise »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Sunni hegemony shattered », par Shlomo Avineri, *Jerusalem Post*, 9 mars 2004.

Les récents attentats suicide contre les chiïtes en Irak ne sont pas que des exemples du terrorisme meurtrier parmi d'autres, il s'agit de quelque chose de plus profond. L'invasion états-unienne de l'Irak n'a pas seulement mis fin au régime de Saddam Hussein. Elle a mis un terme à la domination des sunnites sur le pays qui durait depuis des décennies dans un pays à majorité chiïte. Mis en place par l'empire britannique, les sunnites n'ont jamais quitté le pouvoir et le régime de Saddam Hussein n'a été que la forme la plus meurtrière de leur contrôle du pays par la violence. Depuis l'émergence d'un Irak moderne, il y a eu de nombreuses insurrections des Kurdes et des chiïtes contre ce pouvoir, mais elles ont toujours été réprimées. Il est désormais clair cependant que le pouvoir reviendra aux chiïtes si le gouvernement est représentatif. Il devra également représenter les volontés des 20 % de la population qui sont kurdes et qui ne veulent plus vivre sous domination arabe.

Les attentats contre les chiïtes et les kurdes sont une réaction des sunnites défaits qui sont peut-être assistés par d'autres groupes sunnites comme Al Qaïda. Trop souvent en Occident le conflit entre chiïtes et sunnites est présenté sur le même ton que celui qui oppose les baptistes et les méthodistes aux États-Unis, mais cela n'a rien à voir. On assiste à la fin d'une oppression et l'occident doit comprendre que, même s'il n'a pas de sympathie pour le Hezbollah chiïte et pour l'Iran, l'arrivée au pouvoir marque la fin de l'hégémonie sunnite en Irak, donc du nationalisme arabe.

## Graham E. Fuller

Graham E. Fuller est un ancien vice-président du National Intelligence Council de la CIA. Il est collaborateur du Monde diplomatique et l'auteur de *The Future of Political Islam*.

### « Un aspect essentiel concernant la violence "injustifiée" en Irak »

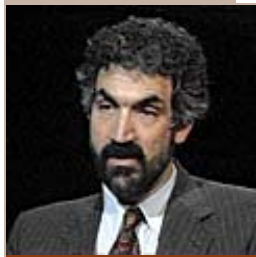
Source : Los Angeles Times

Référence : « A Sharp Point in Iraq's 'Pointless' Violence », par Graham E. Fuller, *Los Angeles Times*, 10 mars 2004.

Contrairement à ce qu'on peut penser, les attaques qui s'accroissent en Irak ne sont pas le fruit d'un quelconque nihilisme, mais d'un raisonnement cohérent et rationnel qui a Washington pour cible. Les radicaux (nationalistes laïcs ou islamistes) avaient deux stratégies possibles lorsque l'occupation a commencé : viser les seules forces et infrastructures états-unienues afin d'affirmer que les

États-Unis sont la seule menace pour l'Irak et le monde musulman ou bien s'attaquer à tout ce qui peut faciliter la tâche des États-Unis en Irak. Les attentats montrent que c'est désormais la seconde stratégie qui prévaut. L'objectif est de faire comprendre aux États-Unis que leur tentative de transformation du Moyen-Orient est une folie et de décourager toute nouvelle intervention dans le monde arabe. Pour cela, les morts d'Irakiens innocents leur semblent un faible prix à payer. Quel que soit le coût, les radicaux veulent nettoyer la région de toute influence extérieure. Malheureusement, les musulmans n'ont pas besoin d'être des terroristes pour penser que les États-Unis doivent cesser d'intervenir dans leur région et pour rejeter tout ce qui vient d'eux.

## Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

### « Capturer Ben Laden n'est pas suffisant »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Capturing Bin Laden isn't enough », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 10 mars 2004.

La capture ou la mort de Ben Laden est l'un des objectifs principaux de l'armée états-unienne et elle pourrait avoir un impact positif sur la guerre au terrorisme, mais cet impact ne serait pas énorme contre la violence jihadiste. Dans certains cas, l'arrestation d'un dirigeant terroriste a mis fin aux activités de son organisation comme ce fut le cas pour le sentier lumineux au Pérou, le PKK en Turquie, les partisans de Saddam Hussein en Irak, la Fraction armée rouge allemande ou la secte Aum au Japon. On peut penser que les résultats seraient identiques avec les Tigres Tamoul au Sri Lanka. Toutefois, dans le cas de Ben Laden, la disparition ne détruirait pas Al Qaïda, qui a d'autres dirigeants. En outre, Al Qaïda est plus une idéologie qu'un mouvement et elle n'est pas la seule organisation contre laquelle il faut lutter. Si on veut vraiment vaincre le terrorisme, il ne faut pas se contenter de supprimer les dirigeants, il faut identifier les idées et les vaincre.

La capture de Ben Laden pourrait en réalité avoir un impact en permettant la réélection de **George W. Bush** contre **John Kerry**. En effet, le candidat démocrate n'a pas tiré les enseignements du 11 septembre 2001. La capture de Saddam Hussein avait fait capoter la campagne de **Howard Dean** et celle de Ben Laden pourrait faire chuter John Kerry. C'est en cela qu'elle est un impératif.

## Steven Everts, Antonio Missiroli



Steven Everts est chercheur au Center for European Reform à Londres où il dirige le programme d'étude des relations transatlantiques.



Antonio Missiroli est chercheur à l'EU Institute for Security Studies à Paris.

## « Pour obtenir un rôle global, l'Union européenne doit avoir son propre Conseil de sécurité »

Source : International Herald Tribune

Référence : « To claim a global role, the EU needs its own security council », par Steven Everts et Antonio Missiroli, *International Herald Tribune*, 10 mars 2004.

La récente controverse sur la tentative des dirigeants britanniques, français et allemands de prendre la direction de l'Union européenne a mis en lumière une tension existant dans la politique étrangère de l'Union. Celle-ci est fondée sur le principe d'égalité entre les membres alors que tous les pays n'apportent pas les mêmes ressources et la même capacité d'expertise.

La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne représentent aujourd'hui à eux trois l'essentiel de la présence européenne dans le monde et cela s'est illustré récemment par l'obtention par les ministres des Affaires étrangères de ces trois pays d'un accord avec Téhéran. Il aurait cependant été préférable de mener ces négociations avec **Javier Solana**. Les effets positifs de l'action des « trois grands » se sont aussi fait sentir dans l'accord sur la constitution d'un quartier général pour les opérations militaires dirigées par l'Union européenne.

Le problème avec les « trois grands », c'est qu'ils veulent contrôler tous les aspects de la politique européenne alors que leur position prédominante indiscutable dans le domaine de la politique étrangère est plus discutable dans celui de l'économie. Pour que les trois grands puissent disposer de l'influence qu'ils réclament sans que cela crée trop de tensions, il faudrait constituer l'équivalent d'un Conseil de sécurité de l'Union européenne. Cet organisme n'aurait pas plus de dix sièges et la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la **Commission européenne** disposeraient d'un siège permanent. Les autres sièges seraient attribués selon un système de rotation entre les membres qui prendrait en compte leur taille et leur poids économique. Si un pays était directement affecté par l'une des questions à traiter, il serait automatiquement appelé à siéger. Une telle institution permettrait de développer le poids de l'Europe dans le monde.

## David Blunkett



David Blunkett est ministre de l'Intérieur britannique.

### « L'équilibre changeant entre sécurité et liberté »

Source : The Independent

Référence : « The changing balance between security and liberty », par David Blunkett, *The Independent*, 9 mars 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé à la Harvard Law School.

Les gouvernements britannique et états-unien sont souvent accusés de détruire les Droits de l'homme et les libertés dans leur guerre au terrorisme. La Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît que les premiers des droits sont ceux à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes. Cela signifie que ceux qui sont tués, blessés ou effrayés par les terroristes sont privés de leurs droits. Or leur sécurité est la raison d'être du gouvernement.

Aussi, la dichotomie que certaines personnes tentent d'établir entre la protection contre les terroristes et les droits et libertés traditionnelles est sans objet. Il ne s'agit pas de choisir entre les deux, mais de mettre en place un équilibre qui maintient ces droits. Nous faisons face aux dangers des kamikazes et nous devons poursuivre ce débat crucial sur le maintien de cet équilibre vital. Nous devons étudier les options dont nous disposons pour préserver nos valeurs démocratiques tout en défendant notre démocratie.

## Hugo Chavez



Hugo Chavez est le président de la république du Venezuela. Victime d'un coup d'État manqué en avril 2002, il fait depuis l'objet d'attaques constantes de son opposition soutenue par l'administration Bush.

### « Si Bush tente de nous déstabiliser, il n'aura plus une goutte de pétrole »

Source : Le Figaro

Référence : « Si Bush tente de nous déstabiliser, il n'aura plus une goutte de pétrole », par Hugo Chavez, *Le Figaro*, 9 mars 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

En Amérique latine, la démocratie représentative a été détournée par les élites et c'est pour cela que nous avons mis en place un système de référendum révocatoire permettant à la population de garder le contrôle des institutions. L'opposition tente malheureusement de détourner ce système en fraudant durant la collecte des signatures nécessaires pour convoquer un référendum. La commission nationale des élections, si elle était un arbitre inflexible, annulerait tout le processus. Je respecte toutefois sa décision et si, ce dont je doute, l'opposition parvenait à obtenir 2,4 millions de signatures, alors un scrutin décidera si je dois rester au pouvoir. Même si ce vote était organisé, je doute que le oui l'emporterait et cela ne m'empêcherait pas de me représenter à ma propre succession.



Aujourd'hui, l'opposition organise des manifestations violentes pour me présenter comme un tyran et tenter d'organiser **un coup d'État comme en avril 2002**. Je ne pense pas qu'il y ait eu d'abus d'usage de la force par les forces de l'ordre, mais si c'était le cas je prendrai des mesures, comme je l'ai déjà fait par le passé. En cinq ans de pouvoir, je n'ai jamais interdit la moindre manifestation, ni censuré les médias et nous ne l'aurions fait la semaine dernière que si les médias avaient appelé à la violence. En dehors de ces circonstances extrêmes, je ne toucherai pas à la liberté de la presse et je participerai à la bataille médiatique malgré nos faibles moyens.

L'opposition dispose de l'aide des principaux médias, dont les émissions sont relayées par les télévisions étrangères dont **CNN**. L'administration **Bush** veut me renverser pour s'approprier le pétrole du Venezuela et le coup d'État de 2002 entrainé dans une stratégie visant à sécuriser le pétrole vénézuélien avant l'attaque de l'Irak. Il en veut aussi à mon pays d'avoir ressuscité l'**OPEP**. C'est pour cela que l'une des premières mesures de Pedro Carmona après qu'il m'ait renversé a été de faire sortir le Venezuela de l'OPEP. Si Bush est assez fou pour tenter de déstabiliser à nouveau le pays, nous utiliserons alors l'arme pétrolière.

Aujourd'hui, le Venezuela propose un modèle alternatif au néo-libéralisme : la révolution bolivarienne. C'est un humanisme qui s'appuie sur la pensée de Simon Bolivar et Francisco Miranda et qui tire les conclusions des erreurs de la gauche latino-américaine dans les années 60. Il s'agit d'établir une démocratie représentative et participative et de lutter contre les inégalités en mettant en place une économie redistributive, en reconnaissant les droits des indigènes et en travaillant à l'aménagement du territoire. Sur le plan international, nous voulons fédérer l'Amérique latine et développer nos liens avec l'Union européenne pour favoriser l'émergence d'un monde multipolaire.

## Ahmed Qoreï



Ahmed Qoreï est le Premier ministre de l'Autorité palestinienne.

### « Seuls les États-Unis peuvent apporter la paix à Israël et à la Palestine »

Source : The Independent

Référence : « Only the US can bring peace to Israel and Palestine », par Ahmed Qoreï, *The Independent*, 10 mars 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours devant le Royal Institute of International Affairs de Londres.

L'Autorité palestinienne n'a cessé de demander au gouvernement israélien de revenir à la table des négociations sans poser de pré-conditions impossibles à tenir. Nous avons constamment appelé la communauté internationale pour qu'elle nous assiste dans la relance du processus de paix. Nous n'avons pas renoncé par ailleurs à parvenir à un accord conforme à la légalité internationale. Je profite de l'opportunité qui m'est accordée aujourd'hui pour demander à nouveau au quartet international et surtout aux États-Unis, superpuissance sans laquelle la paix n'est pas possible, de relancer le processus. L'Autorité palestinienne veut obtenir un cessez-le-feu avec Israël et travaille avec les donateurs internationaux pour parvenir à mener des réformes administratives,

financières et en matière de sécurité.

Le temps joue contre la solution des deux États et en faveur des extrémistes.

## Nawaf Obaid

Nawaf Obaid est analyste saoudien sur les questions pétrolière et de sécurité. Il est l'auteur de *The Struggle for the Saudi Soul : Royalty, Militancy & Reform in the Kingdom*.

### « Les obstacles du clergé aux réformes saoudiennes »

Source : Washington Post

Référence : « Clerical Hurdles To Saudi Reform », par Nawaf Obaid, *Washington Post*, 9 mars 2004.

La prise de décision en Arabie saoudite s'est toujours faite par le biais d'un compromis entre la famille royale et le clergé. Ce système a longtemps garanti la stabilité du royaume, mais aujourd'hui le gouvernement doit prendre des mesures unilatérales.

Le prince régent Abdallah et d'autres réformistes de la famille royale ont compris la nécessité d'installer des institutions démocratiques, de renforcer les droits des femmes et de protéger la liberté religieuse. Ils reçoivent le soutien de la population et d'une part du clergé libéral. Toutefois, les religieux les plus durs s'y opposent. Cela s'est manifesté lorsque le projet d'élections municipales a été débattu puisqu'ils souhaitaient qu'une partie des membres des conseils ne soient pas élus et que les femmes n'y jouent aucun rôle et qu'ils ont partiellement obtenu satisfaction.

C'est inacceptable. Les dirigeants politiques bénéficient du soutien de la population depuis les attentats de Riyad et il faut qu'ils mettent à profit ce soutien pour pousser les réformes au lieu de chercher le compromis avec des forces religieuses qui veulent les remettre en cause. Les extrémistes savent également le processus de reconnaissance des minorités religieuses qu'il faut pourtant poursuivre. Les autorités politiques doivent s'affranchir de cette tutelle.

## Dianne Feinstein, Jon Kyl



Ancienne maire de San Fransico, Dianne Feinstein est sénatrice Démocrate

### « Des points de pressions »

Source : Washington Times

Référence : « Pressure points », par Dianne Feinstein et Jon Kyl, *Washington Times*, 10 mars 2004.

Dans les années qui ont précédé la reconnaissance de la construction de deux usines pouvant être utilisées pour développer des armes nucléaires, l'Iran a peu fait pour respecter ses obligations de signataire du Traité de non-prolifération nucléaire. Cette attitude contraste avec celle de la Libye qui a accordé aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) la

de Californie. Elle s'est souvent opposée aux politiques de Bill Clinton durant sa législature. Elle est l'épouse de Richard Blum, actionnaire de référence de Perini Corporation, une des firmes de BTP sélectionnées pour la reconstruction de l'Irak.



Jon Kyl est sénateur républicain de l'Arizona et membre de la Commission sur les énergies et ressources naturelles et de celle du renseignement. Il est membre du comité d'orientation du Center for Security Policy de [Franck J. Gaffney Jr] et est le parlementaire le plus engagé en faveur de la « guerre des étoiles ».

possibilité de mener des inspections étendues sur tout leur territoire. Suite à la réunion avec les ministres des Affaires étrangères allemand, français et britannique et devant faire face à un ultimatum de l'AIEA, Téhéran a affirmé qu'il coopérerait pleinement avec les inspecteurs et suspendrait son programme d'enrichissement de l'uranium. Cependant, de nombreux indices tendent à prouver que l'Iran n'a pas déclaré l'intégralité de ses infrastructures et Téhéran a toujours affirmé que la suspension de son programme d'enrichissement n'est que provisoire. L'Iran se cache derrière l'affirmation que ce programme n'a qu'un but énergétique, mais cela n'a pas de sens vu les réserves pétrolières et gazières du pays. Dans le même temps, l'Iran continue de financer le Hezbollah et le Jihad islamique et appelle à la destruction de l'État d'Israël tout en développant des missiles à longue portée.

Il faut que l'AIEA déclare que l'Iran a violé ses obligations du Traité de non-prolifération nucléaire et que le Conseil de sécurité prenne des mesures sous peine de saper la crédibilité de l'AIEA et de décourager les politiques de lutte contre la prolifération. Alors que les religieux ont repris leur emprise sur l'Iran, nous avons pour notre part décidé de soumettre au Congrès un texte demandant de nouvelles sanctions contre l'Iran pour faire pression sur ce pays.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .